



**Rapport de synthèse des missions de consultation
au Bénin, Burkina Faso, Mali et Côte d'Ivoire
pour le démarrage du programme SIAR-C**

**Proposition de programme et de budget pour le
Système d'Information Agricole Régional sur le Coton**

Projet “Renforcement de l’approche régionale dans le partenariat Europe-Afrique sur le coton”

Composante « gestion de l’information sectorielle »

Volet « Système d’Information régional sur le Coton »

Auteurs :

Guy Faure

Marie-Hélène Dabat

Jean-François Bélières

Patricio Mendez

Septembre 2008

1. Contexte

L'origine du projet se trouve dans le processus initié en 2003, à Cancun, par les pays du C4 (Bénin, Burkina-Faso, Mali, Tchad) qui ont interpellé les membres de l'OMC sur le sort des filières cotonnières en Afrique, menacées par l'impact sur les cours du coton des subventions aux producteurs, notamment des pays du Nord.

Par la suite, l'Union Européenne, fortement appuyée par la France, devait engager, une initiative en faveur des filières cotonnières africaines. La tenue du Forum de Paris sur le Coton, en juillet 2004, a ainsi permis de valider le partenariat Europe-Afrique sur le coton et le plan d'action qui le soutenait. Le présent projet **“Renforcement de l'approche régionale dans le partenariat Europe-Afrique sur le coton”** est une initiative de la France témoignant de son engagement dans le cadre du partenariat Europe-Afrique.

Le projet, d'une durée de trois ans, a pour objectif, de renforcer la cohérence et la coordination du plan d'actions de ce partenariat Europe-Afrique, à l'échelon régional, sur des questions stratégiques liées à l'amélioration de la productivité, au renforcement des capacités de négociation et à la maîtrise des données sectorielles.

Le projet comprend trois composantes opérationnelles :

- Amélioration durable de la productivité au sein des filières cotonnières africaines, à travers des appuis à la mise en place d'une plate-forme régionale pour les biotechnologies et à la coordination régionale de la lutte phytosanitaire;
- Renforcement des capacités de représentation et de négociation des acteurs avec un soutien aux programmes d'IDEAS d'appui aux quatre pays africains porteurs de l'initiative sectorielle coton et des appuis aux organisations paysannes, notamment à l'association des producteurs de coton africains (APROCA);
- Maîtrise de la gestion de l'information sectorielle à travers des appuis à la mise en place d'un observatoire coton au sein de l'AProCA (appui direct du MAE à l'APROCA) et à **la structuration d'un système d'information régional sur le coton** (appui du CIRAD aux interprofessions pour les activités nationales et à l'UEMOA pour les activités régionales)

Dans le présent rapport, nous ne traiterons dans cette dernière composante que du volet pour lequel le Cirad apportera le conseil technique et est désigné comme l'opérateur, à savoir : la composante « Maîtrise et Gestion de l'Information Sectorielle », volet « Système d'Information Régional sur le Coton ».

Un premier comité de pilotage du projet s'est tenu à Bamako le 25 et 26 septembre 2007. Pour le volet SIRC de la composante « Maîtrise et Gestion de l'Information Sectorielle », un certain nombre d'options ont été retenues par les participants pour structurer les systèmes d'information sur les filières coton, en distinguant le niveau régional qui impliquera l'UEMOA et le niveau national qui sera exécuté en relation avec les interprofessions concernées.

Conformément aux recommandations du comité de pilotage, des missions de consultation ont été programmées dans les pays susceptibles de participer au présent volet¹ pour préciser les besoins des acteurs, le montage institutionnel, la programmation des activités, la structure du budget (cf annexe 1 précisant les objectifs de ces missions). Dans un premier temps 3 pays ont été identifiés (Bénin, Burkina Faso et Mali) sur les bases des recommandations du comité de pilotage. Au cours du processus de consultation, le Ministère de l'Agriculture et l'interprofession cotonnière de Côte d'Ivoire ont marqué officiellement leur intérêt pour participer au projet. L'intérêt porté par le Mali au projet et la création en cours de l'interprofession justifient la tenue prochaine d'un atelier de consultation des différents acteurs pour affiner les propositions (atelier prévu en septembre). Le Bénin s'est également donné des échéances pour affiner le contenu du projet.

Au Burkina Faso, il a été possible de rencontrer l'interprofession cotonnière, avec laquelle le travail doit encore être défini, et l'UEMOA. Lors des contacts avec l'UEMOA, il nous a été suggéré de participer à l'atelier organisé avec la FAO en juillet 2008 à Dakar sur le Système d'Information Agricole Régional de l'UEMOA pour ajuster les propositions aux efforts déjà entrepris en matière de système d'information. Grâce à la présence d'un chercheur affecté au Burkina Faso, des contacts réguliers ont été entretenus avec l'UEMOA (réunion du 26 juin 2008) et avec des membres de l'AICB.

Une rencontre a été organisée à Bruxelles avec le Comité d'Orientation et de Suivi Coton (pays ACP) pour présenter le SIRC.

Le calendrier des missions a été le suivant :

- Burkina Faso (contact pays et UEMOA) : 7 au 14 février 2008
- Bénin (contact pays) : 29 Février au 7 mars 2008
- Bruxelles (réunion COS-coton) : 5 mars 2008
- Mali (contact pays) : 10 au 14 mars 2008
- Mali (planification des activités) : Septembre 2008 (à réaliser)
- Côte d'Ivoire (entrée du pays dans le projet): 30 juillet au 1^{er} août 2008
- Sénégal (atelier SIAR UEMOA/FAO): 28 au 30 juillet 2008

Des rapports de mission par pays donnent des informations sur :

- l'organisation générale de la filière coton, les principaux acteurs et les systèmes d'informations existants au sein de cette filière ;
- le fonctionnement de l'interprofession (Bénin, Burkina-Faso et Côte d'Ivoire) ou le niveau d'avancement de sa mise en place (Mali)
- la structuration de leur système d'information
- leurs besoins en appui dans le cadre du présent projet
- des propositions d'activités dans le cadre du présent projet

Pour l'UEMOA, le rapport relatif à la mission au Burkina Faso précise l'état d'avancement du SIAR (système d'information agricole régional) et les réflexions menées sur les filières coton par le projet BAD placé sous la tutelle de l'UEMOA.

Le CIRAD est désigné comme opérateur pour ce volet et en assurera la coordination technique. Il passera des contrats avec certains acteurs.

¹Les pays pressentis sont ceux localisés dans la zone UEMOA et ayant ou prévoyant d'avoir une interprofession, un maximum de 6 pays est prévu dans le cadre du présent volet

2. La structuration du système d'information au niveau régional

2.1. *Intérêt d'un système d'information sur le coton*

Plusieurs initiatives confirment l'intérêt de prévoir un système d'information régional sur le coton au sein de l'UEMOA. Premièrement, dans son plan directeur 2007², l'UEMOA a décidé de travailler sur 5 filières prioritaires, dont le coton, en proposant différentes actions, dont la mise en place d'un système d'information sur chacune de ces filières. Le calendrier de mise en œuvre de ce plan d'action reste à préciser.

Deuxièmement, dans le cadre du projet financé par la BAD³, un système d'information concernant la filière coton-textile, localisé au sein de l'UEMOA, est également prévu. Le projet démarrera en 2008 (durée prévue de 5 ans), les quatre pays ayant déjà signé un accord de mise en œuvre avec l'UEMOA. Le responsable du projet a déjà été recruté. Le reste de l'équipe régionale est en cours de constitution et elle inclue notamment un responsable du suivi-évaluation. Il est

Troisièmement, des discussions sont en cours avec la Coopération française pour mettre en place un fonds régional pour la production cotonnière (facilité régionale) pour compléter les fonds de lissage qui pourraient être mis en place au niveau des pays. Ce fond régional sera localisé dans une banque et pourra être mobilisé à la demande d'un pays, s'il répond à certains critères de performances. L'UEMOA pourrait être chargée de mettre en œuvre un système d'information permettant d'évaluer ces critères.

Quatrièmement l'UEMOA met en place un Système d'Information Agricole Régional avec l'appui de la FAO qui inclut les aspects liés à la production de coton. La FAO a réalisé une étude de faisabilité du SIAR qui a été présentée à Dakar. Dans 8 pays (Mali, Burkina Faso, Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal, Guinée Bissau), il a été réalisé un état des dispositifs de collecte et traitement des statistiques agricoles. Dans 4 pays (Mali, Togo, Burkina Faso, Niger) ainsi qu'à l'UEMOA, il a été élaboré et mis en place, pour les pays au sein des Directions des Ministères de l'Agriculture chargées des statistiques agricoles, un outil de stockage et diffusion des données statistiques (CountryStat). Les données sont dorénavant consultables par toutes personnes aux adresses suivantes⁴ :

- Mali : <http://stat.uemoa.int/CSmali> (voir en particulier les infos relatives au coton)
- Togo : <http://stat.uemoa.int/CSstogo>
- Burkina Faso : <http://stat.uemoa.int/CSburkina>
- UEMOA <http://stat.uemoa.int/regionstat>

² UEMOA, Plan directeur des filières prioritaires, Compétitivité des filières agricoles dans l'espace UEMOA, Avril 2007, 26p.

³ Projet Multinational d'Appui à la Filière Coton-textile dans les quatre pays de l'initiative sectorielle sur le coton (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad)

⁴ Il est important de noter que l'étude FAO n'a pas élaboré de propositions d'amélioration de la collecte des données dans les pays alors qu'il s'agit d'un point faible important des services nationaux de statistiques agricoles confrontés à une réduction de leurs budgets. L'étude n'a pas non plus travaillé sur les mécanismes pour faire remonter les données des services nationaux vers l'UEMOA.

Ce travail menée avec l'appui de la FAO sera poursuivie et étendue à 17 pays (incluant le Mali, le Burkina Faso, le Bénin, et la Côte d'Ivoire) grâce à un financement de la fondation Bill et Melinda Gates (\$5,6 millions, durée de 2 ans). Même si l'UEMOA fait partie des organisations régionales concernées par ce projet, peu d'intervention sont prévues à ce niveau.

Comme il a été recommandé lors de l'atelier de Dakar, le système d'information régional sur le coton sera partie intégrante du SIAR. Il sera développé en commun avec l'équipe du projet BAD localisée au sein de l'UEMOA.⁵

Afin d'afficher cette intégration, il est donc proposé de le dénommer **Système d'Information Agricole Régional sur la filière Coton (SIAR-C)**

2.2. Les objectifs du système d'information

L'UEMOA collecte et diffuse déjà des statistiques d'ordre macroéconomique dans le cadre de la surveillance des politiques nationales. Le SIAR est un instrument de suivi et d'évaluation de la Politique Agricole de l'UEMOA (PAU). Il devrait compter quatre composantes :

- grandes filières et production (coton, maïs, riz, bovin-viande, aviculture)
- marchés et opérateurs,
- Sécurité alimentaire
- négociations internationales agricoles

A l'heure actuelle, les besoins en informations de l'UEMOA à intégrer dans le SIAR ne sont pas encore précisés. Cette définition dépendra de :

- l'avancement des plans d'action par filière (un appel d'offre a été lancé par l'UEMOA pour avancer sur ce sujet)
- des réflexions menées par l'UEMOA pour proposer une modélisation économique de ces filières (un appel d'offre a été lancé par l'UEMOA)
- mais aussi des réflexions menées par d'autres acteurs (notamment de la CEDEAO qui, avec le CILSS, a décidé de mettre en œuvre un système d'information sur l'agriculture, dénommé AGRIS).

Le cas du coton pourrait cependant constituer un premier cas à traiter pour réfléchir sur la structure du SIAR, notamment dans sa dimension « filière ».

Le système d'information agricole régional sur la filière coton (SIAR-C) permettra le suivi et l'analyse des filières cotonnières africaines, en fonction des informations que communiqueront les pays, et constituera une base de connaissances sur les filières cotonnières de ces pays. Ses applications seront multiples à la fois au niveau régional mais aussi au niveau national où de nombreux acteurs nous ont fait part de réelles attentes pour disposer d'informations leur permettant de se situer par rapport aux autres pays de la région et par rapport aux évolutions internationales. Les principales applications concerneront :

- l'aide à la décision et au pilotage stratégique au niveau régional,
- le suivi de l'impact des décisions liées aux réformes du secteur,
- l'aide à la négociation des politiques,
- le partage d'informations entre les pays.

⁵ A juste raison, l'UEMOA souhaite mettre en synergie les initiatives et éviter toutes duplication des systèmes d'information régionaux sur le coton. L'UEMOA n'aura qu'un seul SIAR-C.

Enfin, le SIAR-C se positionne clairement comme un outil pour l'analyse des performances des filières et des politiques qui les concernent. Cette ambition aura des implications fortes en termes de variables à intégrer au système.

2.3. Les besoins en informations

Lors des missions de consultations, les premiers échanges ont permis d'identifier certaines données à collecter. Mais cette première proposition reste à affiner après le deuxième comité de pilotage du projet, dans le cadre d'un atelier réunissant :

- les interprofessions,
- des représentants des institutions de statistiques agricoles,
- des représentants de l'UEMOA en charge du SIAR⁶
- des représentants du projet BAD sur les filières cotonnières
- un consultant de la FAO travaillant sur CountryStat.

Cette réflexion sur les données à collecter devra tenir compte des objectifs affichés notamment en terme d'analyse des performances des filières mais aussi :

- des souhaits des interprofessions en matière de partage des données,
- du degré de confidentialité de certaines données,
- de la difficulté d'acquisition de ces données (disponibilité, qualité, etc.),
- et des orientations du SIAR de l'UEMOA et des engagements pris par les Etats-membres dans ce domaine.

La confidentialité des données peut porter sur des données techniques (évaluation des productions en cours de campagne, développement de certaines innovations pouvant apporter un avantage concurrentiel, etc.), économiques (coûts de production, prix de revient, etc.), commerciales (état des stocks, nature des contrats, etc.), ou financières (marges, etc.).

Il est à noter que le degré de confidentialité de ces données peut perdre de son importance au cours du temps. Par exemple, l'évaluation des productions de coton graine qui peut être considérée comme stratégique pour certains acteurs, devient une donnée de nature publique une fois la campagne achevée.

Le tableau (cf annexe 2) présente une première hypothèse de données pour le SIAR-C. Il est à préciser que la possibilité d'inclure des données de nature économique (coût, valeur ajoutée, etc.) pour évaluer les performances des filières sera à discuter de manière approfondie.

⁶ Il est à préciser que l'UEMOA n'a pas encore pris de décision pour créer une équipe avec du personnel dédié pour concevoir et mettre en place le SIAR. Cela représente une difficulté qu'il conviendra d'aborder avec l'UEMOA pour que le SIAR devienne une réalité. En l'absence de solution globale pour le SIAR, le présent projet proposera une solution pour la partie « filière cotonnière »

2.4. Collecte et traitement de l'information

Les données qui seront mobilisées par le SIAR-C devront provenir :

- des acteurs de la filière, soit directement de l'interprofession, soit d'une entité désignée à cet effet par celle-ci ou en concertation entre les acteurs,
- et/ou des entités ministérielles chargées des statistiques agricoles (Ministère de l'Agriculture en général)

Dans le cadre du projet SIAR appuyé par la FAO, chaque pays a désigné ou va désigner un correspondant (point focal) pour le SIAR/CountryStat. L'atelier de Dakar a également recommandé la création de comités nationaux chargés d'harmoniser la collecte et diffusion des statistiques agricoles, incluant les services de la statistiques agricoles, les ministères concernés, les opérateurs privés fournisseurs de statistiques comme les interprofessions. Il apparaît donc important de faciliter le rapprochement entre les interprofessions cotonnières et les services nationaux de statistiques agricoles pour organiser et faciliter les échanges d'information entre les niveaux régional et national.

Afin de pouvoir avancer dans l'analyse des filières cotonnières, nous proposons que dans le présent projet, une étude préalable soit fait dans chacun des 4 pays pour :

- mieux caractériser le fonctionnement de chaque filière nationale et donc les indicateurs qui permettent de la caractériser
- définir précisément les sources d'informations sur la filière
- aider à la mise en place de mécanismes pérennes de collecte et transmission de données pour alimenter le SIAR-C en associant les interprofessions et les services nationaux de statistiques agricoles

La réflexion sur les choix informatiques pour gérer le SIAR doit être approfondie par l'UEMOA. A l'heure actuelle, il est à signaler que :

- l'UEMOA doit définir les ressources humaines et financières qu'elle souhaite affecter au SIAR
- le projet FAO a permis à l'UEMOA de se doter d'un serveur dédié au SIAR
- aucun choix informatique n'a encore été fait en matière de méthodes pour collecter et analyser les données
- CountryStat est un logiciel qui permet d'archiver, présenter et diffuser des données déjà validées, analysées et présentées sous la forme d'un tableau⁷. L'UEMOA a déjà fait le choix de l'utiliser à cette fin dans le cadre du SIAR (et donc pour le SIAR-C).

Pour avancer sur le SIAR-C, et en étroite collaboration avec l'UEMOA, nous proposons :

- D'utiliser le logiciel CIRAD d'analyse des filières agricoles⁸ qui permet d'ordonner les données et d'analyser les performances techniques et économiques des filières
- D'utiliser le logiciel CountryStat pour la diffusion des données jugées non confidentielles
- De réfléchir en étroite collaboration avec l'UEMOA aux choix en matière de gestion de bases de données (Open Access ?)

⁷ CountryStat n'est pas un gestionnaire de base de données, ni un logiciel d'analyse des données

⁸ Si l'UEMOA estime ce logiciel performant, il pourrait être envisagé de l'utiliser pour l'ensemble des filières du SIAR

Les données seront utilisées:

- par l'UEMOA pour ses propres besoins en matière d'appui aux pays dans le domaine de l'élaboration des politiques agricoles, notamment dans le secteur du coton ;
- par les interprofessions pour faciliter le partage de l'information entre pays (données jugées non confidentielles par les interprofessions) ;
- par les Pouvoirs publics nationaux dans le cadre de l'élaboration de leurs politiques nationales et de leur contribution aux politiques régionales ;
- par l'ensemble des acteurs de la société civile à travers une consultation sur site web (données jugées non confidentielles par les interprofessions et par l'UEMOA) grâce au logiciel CountryStat.

Ainsi, l'accès aux données sera différent selon le type d'acteurs (UEMOA, interprofession, autres acteurs) en fonction de règles à définir d'un commun accord.

2.5. *Le montage institutionnel du SIAR-C au sein de l'UEMOA*

Le système d'information agricole régional sur le coton sera conçu et piloté sous la tutelle de l'UEMOA, en étroite relation avec les organisations professionnelles des filières, dont l'APROCA⁹ et l'Association Cotonnière Africaine (ACA).

Le SIAR (et donc le SIAR-C) devrait être localisé au niveau du Département Développement Rural et Ressources Naturelles de l'UEMOA. Cependant plusieurs directions, dépendant de plusieurs Départements ou de la Direction Générale, seront impliquées. On peut citer, entre autres :

- la Direction de l'Agriculture et Sécurité Alimentaire (Département du Développement Rural et Ressources Naturelles),
- la Direction des Etudes et Statistiques Economiques (Département de Politiques Economiques),
- la Direction des Systèmes Informatiques, rattachée à la Direction Générale,
- la Département de l'Entreprise, de l'Industrie et de l'Artisanat.

Ainsi il serait formé un comité de pilotage du SIAR incluant les différentes parties prenantes, pour faciliter les coordinations nécessaires au sein de l'UEMOA. L'UEMOA mène actuellement une réflexion pour formaliser un tel mécanisme.

⁹ Il est à noter que le processus de consultation n'a permis de préciser les relations entre le SIAR-C et le système d'information de l'APROCA qui, lors des derniers contacts, n'avait pas encore pu préciser son projet en la matière.

2.6. Les activités

Il est prévu dans le cadre du projet, sur la base de trois années de travail :

- Un atelier régional par an (interprofessions, UEMOA incluant le projet BAD, services nationaux de statistiques).
 - Le premier serait dédié à un échange sur les systèmes d'information développés dans chaque pays, les objectifs d'un partage des données au niveau régional, l'approfondissement de la proposition de données à collecter, les mécanismes de circulation des données, la diffusion des résultats (environ 15 personnes) ;
 - Le suivant serait dédié à discuter des aspects spécifiques, issus de l'analyse des données générales et conditionnant la performance des filières (filière régionale, filières nationales, sous-filières). Les thèmes de cet atelier sont définir en relation avec l'UEMOA et les interprofessions, environ 30 personnes) ;
 - Le troisième sera consacré à présenter et discuter les résultats finaux du présent projet (environ 50 personnes).
- Un appui à la structuration informatique de la base de données afin de prendre en compte la dimension filière du SIAR et un appui au traitement des données ; cet appui est à définir après démarrage du projet et peut prendre la forme de missions d'appui du CIRAD, prestation de la FAO pour le développement de CountryStat , de prise en charge de prestations de travail) ;
- Un appui à la collecte d'informations sur le terrain (quatre pays), à l'analyse et interprétation des données dans les quatre pays à travers des travaux d'étudiants ou des prestataires ¹⁰ :
 - La première année sur la caractérisation des filières en s'appuyant sur une collecte de données (voir premier atelier destiné à définir les besoins en infos) ;
 - La deuxième année sur un sujet jugé d'intérêt commun par les acteurs.
- Un appui à la diffusion d'informations liées au coton (via le site de l'UEMOA ou uemoaStat, des ateliers régionaux, des publications)

Au titre de tutelle, l'UEMOA serait chargée de :

- Définir les orientations du SIAR-C
- Organiser les ateliers régionaux en mobilisant le financement du projet et avec l'appui du CIRAD ;
- Assurer une relation avec les services nationaux de statistiques agricoles (point focal countryStat) et les interprofessions concernées par le projet pour faciliter la circulation de l'information et la mise en place d'études spécifiques destinées à alimenter le SIAR-C

¹⁰ Ce travail doit se réaliser en étroite coopération avec les interprofessions. Il pourra être réalisé par des binômes (un étudiant français, un étudiant ou consultant national) afin de favoriser les synergies. Le premier menant un travail permettant des comparaisons régionales, le second menant un travail plus adapté au contexte national.

Le CIRAD sera chargé de :

- fournir les appuis méthodologiques ;
- fournir ou faciliter suivant le cas la mise en œuvre des appuis informatiques ;
- encadrer et gérer les études sur le terrain ;
- assurer une capitalisation des données (rapport de synthèse annuel et de fin de projet, publications).

2.7. *Le budget mobilisable*

Le financement disponible au niveau régional inclue :

- Des appuis à l'investissement (informatique...)
- Des prestations complémentaires pour concevoir une base de données sur le coton et assurer le traitement des données au niveau régional (si nécessaire, sachant que l'UEMOA devrait mobiliser de manière prioritaire les fonds déjà prévus dans le cadre du projet SIAR et du projet financé par la BAD incluant un système d'informations coton).
- Les frais liés aux études de terrain.
- Des frais de fonctionnement liés à l'opérateur (petit matériel, papeterie, déplacements locaux,...)
- Les frais liés aux ateliers régionaux entre pays inclus dans le présent projet.
- Un séminaire régional au sein de l'UEMOA, de clôture de projet, pour présenter les résultats et faciliter les échanges entre acteurs.

Ce budget n'inclue pas le coût des missions d'appui.

L'UEMOA gèrera directement les coûts relatifs aux :

- Investissements.
- Prestations complémentaires (conception et gestion de base de données) ; les termes de référence seront discutés avec le CIRAD.
- Les frais liés aux ateliers régionaux.
- Des frais de fonctionnement liés à la mise en place du SIAR-C (petit matériel, papeterie, déplacements locaux,...)

Le CIRAD gèrera directement les coûts relatifs aux :

- Frais liés aux études de terrain.
- Les frais de fonctionnement liés à l'opérateur.

3. L'appui aux systèmes d'information des interprofessions

3.1. *Les besoins des interprofessions*

Les missions ont permis de mettre en évidence de grandes différences entre les niveaux et les modes de structuration des interprofessions et de leurs systèmes d'informations. De manière générale, ceux-ci ont des objectifs ou une hiérarchie d'objectifs différents suivant les pays :

- aide à la décision et au pilotage stratégique de la filière,
- fournitures d'informations aux acteurs de la filière,
- réponse à des questions spécifiques de l'interprofession,
- communication vers les producteurs.

D'autre part les systèmes d'information des interprofessions sont plus ou moins développés suivant les pays (organisation de la collecte et du traitement de l'information, ressources humaines et financière dédiées au SI). Le Bénin a déjà une grande expérience en la matière. La Côte d'Ivoire a pris des initiatives importantes. Au Burkina, l'interprofession n'a pas encore défini ses choix en la matière. Au Mali, la restructuration actuelle de la filière impose aux acteurs de renouveler les dispositifs de collecte et traitement de l'information.

Le partage d'informations avec les autres pays producteurs de coton est parfois exprimé comme un souhait (voir le Bénin), parfois envisagé avec craintes (voir le Burkina) quand il peut concerner des données jugées confidentielles. Cependant, la plupart des acteurs expriment leur intérêt pour disposer d'informations et d'analyses comparatives régionales et internationales.

De ce fait les demandes en appui varient suivant les interprofessions de chaque pays.

La Côte d'Ivoire

Intercoton a marqué un grand intérêt pour le projet SIAR-C, notamment pour faciliter le partage d'information au niveau régional mais aussi pour bénéficier d'appuis spécifiques (diffusion de bulletins, appui méthodologique pour la structuration de leur système d'information, etc.). Intercoton a désigné un correspondant pour travailler à la mise en œuvre du SIAR-C.

Intercoton, l'interprofession de Côte d'Ivoire a été créée en 2000 mais a réellement pris forme en 2002 avec le recrutement d'un secrétaire exécutif. Après avoir connu une modification de sa structure en 2008, elle est constituée du collège des égreneurs (regroupés dans l'association APROCOT) et du collège des producteurs (regroupés dans l'association AFICOT). La situation politique a freiné son développement et limité son rôle alors que le paysage institutionnel sur le terrain s'est complexifié (plusieurs égreneurs, de nombreux groupements informels de producteurs, plusieurs structures faîtières de producteurs). De ce fait, on observe des stratégies d'acteurs qui limitent les performances de la filière avec une décroissance de la production, un endettement des producteurs, une crise du secteur de l'approvisionnement en intrants. Intercoton dispose d'une stratégie pour développer son système d'information. De puis un an, elle a un service communication (site web, bulletin d'information) et a comme objectif de renforcer son système d'information, notamment avec l'appui d'un financement de l'UE qui devrait être disponible avant la fin de l'année. Il est à noter qu'une partie des

informations reste localisée au niveau des égreneurs et que le ministère de l'agriculture a mis en place une structure ACE (Audit-Contrôle-Expertise) qui centralise des données sur la filière (production et commercialisation de la fibre) afin d'aider l'Etat dans sa politique d'appui à la filière.

Le Mali

La demande du Mali vis-à-vis du présent projet est plus orientée vers une aide méthodologique au montage du système d'information de la future interprofession. Des appuis spécifiques peuvent être envisagés en termes d'études ponctuelles.

Au Mali, la filière coton est en cours de réorganisation, avec la privatisation prévue de la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) et la mise en place de nouvelles institutions. La CMDT a été jusqu'à ce jour l'acteur principal en terme de création et de gestion de l'information mais le système va évoluer rapidement. L'Inter Profession Coton est en cours de création et il y a un travail important à faire pour définir les besoins d'informations et les dispositifs à organiser pour satisfaire ces besoins. La composante nationale du programme SIAR-C pourrait largement y contribuer. L'IPC (Interprofession coton) devra développer au maximum des synergies entre les systèmes d'information existants (ou à développer) chez les différents partenaires (notamment dans les nouvelles institutions comme l'UN-SCPC et les sociétés cotonnières lorsque les filiales de la CMDT seront privatisées). L'IPC doit avant tout faciliter la mise en commun d'informations complémentaires apportées par chaque acteur pour lui donner du sens autour de thèmes jugés importants par l'interprofession, faciliter les échanges entre les membres de l'interprofession, faciliter les prises de décision, et communiquer à l'extérieur. Si l'information jugée nécessaire pour traiter d'un thème d'intérêt pour l'interprofession, ne peut pas être mobilisée dans le cadre du suivi-évaluation de chaque acteur, des dispositifs légers et pérennes de collecte devront être initiés au niveau de l'interprofession et des études spécifiques pourront être réalisées à la demande de l'interprofession, avec des financements du présent projet.

Le Mali est un des pays pilotes (avec le Togo et le Burkina) où est réalisée la phase test du SIAR. C'est la Cellule de Planification et de Statistiques (CPS) du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de l'Elevage et de la Pêche qui est le correspondant national pour ce programme. D'où l'intérêt de développer le SIAR-C au Mali dans un souci d'une plus grande complémentarité.

Le Bénin

Compte tenu de l'opérationnalité du système d'information de l'interprofession du coton au Bénin et de l'existence de mécanismes de financement performants pour assurer son fonctionnement (prélèvement sur la filière, bailleurs de fonds), l'AICB souhaite que les liens majeurs de collaborations avec le présent projet concernent essentiellement un travail d'harmonisation des données et des méthodes de collecte pour améliorer les comparaisons au niveau de la sous-région.

L'Association Interprofessionnelle du Coton est une Organisation qui a pris le relais de l'Etat dans l'Administration des Relations entre les acteurs de la filière Coton. A ce titre, elle a essentiellement pour mission d'assurer :

- La coordination technique des activités relatives à la gestion des intrants agricoles et à la commercialisation primaire du coton graine ;
- L'arbitrage économique et financier entre les différents opérateurs ;

- La détermination du montant de la contribution de la filière au financement des fonctions critiques (recherche, encadrement des producteurs, production et distribution de semences améliorées, contrôle de la qualité, réfection des pistes cotonnières, classement de coton fibre) ;
- Le pilotage et le suivi général de la filière (collecte d'informations économiques et agronomiques, élaboration du plan de campagne, gestion des accords interprofessionnels et des fonctions critiques).

Le système d'information sur le coton géré par l'AIC est organisé à trois niveaux ;

1. La collecte des données. Celles-ci sont collectées par des agents de l'Etat dont la fonction première est l'encadrement des producteurs (formation et vulgarisation). Ces agents sont chargés du suivi opérationnel de la campagne pour l'évaluation des surfaces et des rendements au niveau des parcelles.
2. La centralisation des données par l'AIC. La remontée des informations se fait au cours de réunions de concertation trimestrielles organisées par l'AIC. Une fois les données validées, elles sont saisies et stockées dans une base de données centrale de l'AIC. Par ailleurs, des liens étroits existent aussi avec la Centrale de Sécurisation des Paiements et des Recouvrements (CSPR) qui est chargée de suivre le crédit intrants et, d'une manière générale, tous les flux physiques et financiers au sein de la filière coton.
3. Les publications de l'AIC. Les informations sur l'actualité et le suivi de la campagne cotonnière sont diffusées à travers quatre supports différents (financées par la BM et l'AFD) :
 - a. le bulletin mensuel IAC Info ;
 - b. le Magazine trimestriel de la filière coton au Bénin (dossier spécifiques) ;
 - c. l'état d'avancement trimestriel de la campagne cotonnière ;
 - d. le Plan de campagne agricole cotonnière annuelle et perspective ;
 - e. le site web opérationnel de l'AIC (<http://www.aicbenin.org/>).

L'AIC va désigner un correspondant national du SIAR-C.

Le Burkina Faso

A ce stade l'AICB a marqué son intérêt pour un appui en matière de système d'information. Mais elle ne semble pas avoir inscrit cette thématique dans son plan stratégique et souhaite pouvoir en discuter plus en avant avec les membres de l'interprofession.

L'AICB qui a été créée en 2006 a pour mission :

- La gestion de l'Accord interprofessionnel en veillant à l'application des mécanismes portant notamment, sur la fixation du prix d'achat du coton graine, la définition des standards du coton-graine, la gestion du fonds de soutien du prix d'achat du coton-graine,
- La négociation avec l'Etat de la rétrocession des ressources allouées au Fonds de soutien à la filière,
- L'élaboration d'un cahier des charges commun à toutes les sociétés cotonnières, précisant les caractéristiques techniques des intrants ainsi que la détermination de leurs conditions de cession aux producteurs,

- La gestion des fonctions communes (recherche, contrôle qualité, classement fibre et formation des producteurs),
- La collecte, le traitement et la diffusion auprès des membres, d'informations économiques, commerciales, agronomiques et statistiques sur le coton.

L'AICB ne dispose que de peu de moyens (un local, pas de salariés).

3.2. *La proposition d'appui*

Etant donné la très grande diversité des demandes des interprofessions, il n'est pas possible de concevoir un programme d'appui commun identique pour les quatre pays.

Il est nécessaire de garder une certaine souplesse dans la définition des activités et dans leur programmation. Le présent volet du projet pourra appuyer en fonction des besoins spécifiques :

- les systèmes d'information nationaux existants ou en cours de construction, s'inscrivant dans les plans stratégiques et gérés par les interprofessions des filières cotonnières ou par des membres de ces interprofessions.
- les systèmes nationaux de statistiques agricoles quand ils interviennent sur la filière cotonnière.

Il permettra de répondre à des besoins spécifiques dans les domaines suivants :

- Formation de techniciens des interprofessions dans le domaine de la gestion de l'information ;
- Appui méthodologique dans la conception de système d'information, la collecte de données et l'interprétation des données ;
- Amélioration de la communication (création/amélioration de site web, soutien à un bulletin d'information, etc.) ;
- Etude spécifique, en se centrant principalement sur des questions que définiront les interprofessions.

Il est proposé un mécanisme souple où les interprofessions pourront présenter une à deux fois par an une demande au projet pour renforcer leur système d'information dans les domaines évoqués ci-dessus. Le mécanisme proposé pourrait être le suivant :

- La demande sera rédigée sous forme d'un projet de maximum 5 pages (contexte, objectifs, résultats attendus, activités programmés, moyens à mettre en œuvre, budget).
- L'UEMOA avec l'appui du CIRAD formera un comité permanent (2 représentants de l'UEMOA, 1 représentant du CIRAD, 1 représentant de chaque interprofession) qui statuera sur ces demandes de manière périodique (2 fois par an) à travers des échanges de courriers afin de permettre un traitement rapide et peu coûteux des demandes.
- Le montant maximum de chaque demande est évalué à 15 000 euros.
- Un contrat sera passé entre le CIRAD et le demandeur pour l'exécution de la demande.

Les dépenses éligibles peuvent inclure :

- des investissements informatiques,
- des techniciens temporaires (contrats courte durée),
- des prestations de la recherche nationale ou de bureaux d'études
- des formations de techniciens,
- des déplacements,
- des frais de stage
- des frais de communication et d'organisation d'atelier

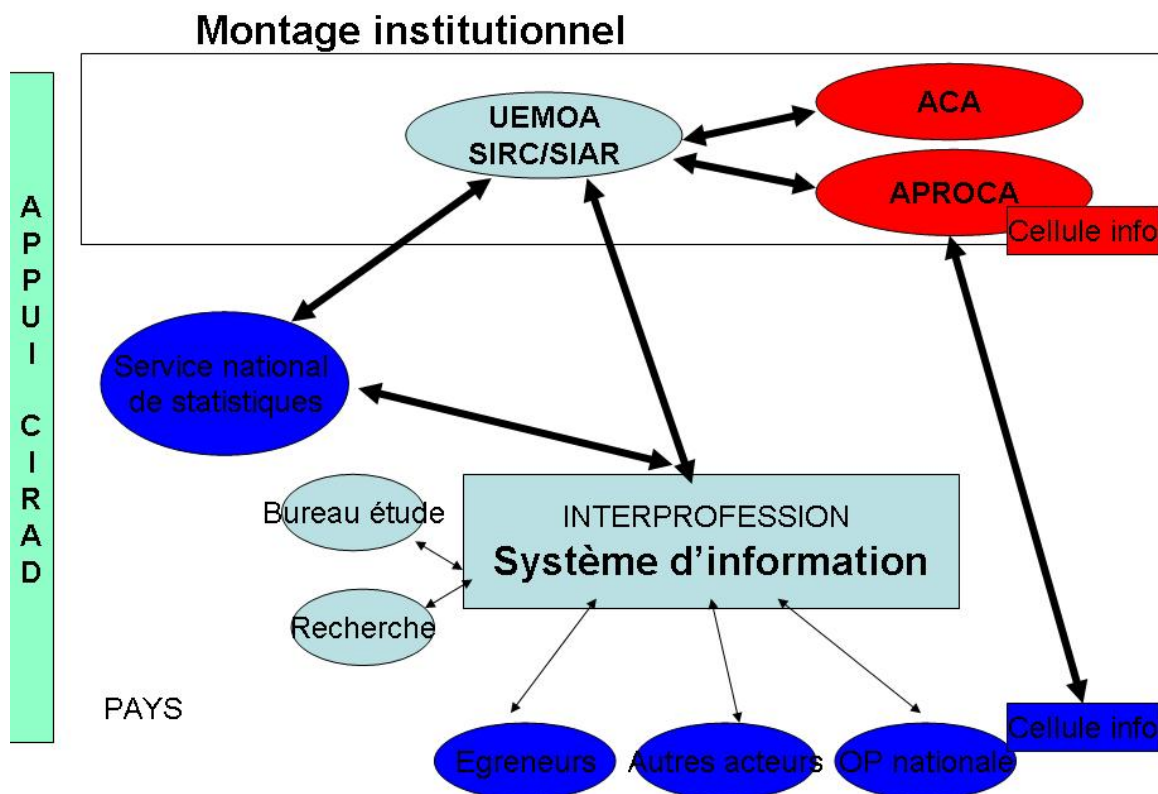
Il est prévu, en sus, la possibilité de mobiliser des missions d'appui du CIRAD pour appuyer les dynamiques de structuration des systèmes d'information des interprofessions (appui aux interprofessions par rapport aux demandes évoquées ci-dessus, appui aux études spécifiques demandées par les interprofessions, appui aux études filières conduites sous la tutelle de l'UEMOA).

Les échanges d'expériences et d'informations seront organisés sous la tutelle de l'UEMOA (voir chapitre 2).

4. Le montage institutionnel de l'ensemble de la composante

Le montage institutionnel suivant est proposé :

- 1) l'UEMOA a la tutelle du SIAR-C (gestion de la base de données, collecte de certaines données, diffusion des données en fonction de règles de confidentialité à définir) qui s'inscrit dans son SIAR et à ce titre informe les interprofessions de la mise en œuvre de cet outil, négocie avec elles les données qui peuvent être placées dans cette base de données en précisant leur degré de confidentialité, facilite la mise en place d'études sur la filière pour permettre des comparaisons régionales, assure la présidence du comité qui statue sur les demandes d'appui relative au système d'information coton émanant des pays.
- 2) les interprofessions ont leur propre système d'information que le présent projet peut consolider à leur demande
- 3) Le CIRAD apporte un appui méthodologique (appui à l'analyse des données du SIAR-C, identification et suivi des étudiants, appui aux interprofessions dans le montage des dossiers et suivi des opérations). En tant qu'opérateur, il passe un contrat avec l'UEMOA pour la mise en œuvre des activités placées sous la responsabilité de l'UEMOA. Il rédige les rapports liés à la composante et le rapport de synthèse.



Le budget

Le budget permet de distinguer le niveau régional et le niveau national.

Etant donné la nouveauté des mécanismes proposés pour appuyer le niveau national, nous proposons que le budget puisse être ré évalué en cours de projet en fonction des résultats de l'année 1.

Budget du volet Système d'Information Régional sur Coton en € (BUDGET INDICATIF SOUMIS A APPROBATION DU COMITÉ DE PILOTAGE)

Thématique	Partenaires	Objet	Total	Répartition budgétaire		Contribution complémentaire		
				Cirad	Uemoa	Cirad	Uemoa	Interprofession
Système d'information régional coton UEMOA	UEMOA	Equipement	20000		20000			
		Prestation informatique	60000		60000			projet BAD
		Etudes filières	40000	40000				appui économiste
		Diffusion de l'information	10000		10000			
		3 séminaires régionaux	50000		50000			
		Animation	20000	10000	10000			
Système d'information interprofession Animation	Intercoton	Fond de soutien	110000	110000				personnel
	IPC, AIC	mission d'appui France	40000	40000				bureau, etc.
	AICB	appui régional	15000	15000				
		frais de gestion	35000	35000				
		Total	400000	250000	150000		400000	

élément de calcul

etudes filière : 1 stage/an/pays, billet avion : 1300€, indemnités France: 400€X5mois, indemnités Afrique : 200€X5mois, fonctionnement : 700€ = 5000€

séminaire régionaux : année 1 : 10.000€, année 2 : 20.000€, année 3 : 20.000€

mission d'appui : 1 mission d'appui de Mtp/pays/an, 3 pays = 3500€

ANNEXE 1 : Objectifs des missions de consultation dans les pays

- Définir avec l'UEMOA les objectifs et principes de fonctionnement d'un SIRC.
- Préciser le partenariat au niveau régional de l'UEMOA (ancrage institutionnel du SIRC et son insertion dans le SIA de l'UEMOA, relations entre les activités du présent volet et les activités du projet BAD sur le système d'information, choix définitif des pays à inclure dans le présent volet, première identification des indicateurs pertinents pour caractériser les filières cotonnières à l'échelle régionale, organisation du travail, etc.).
- Préciser les partenaires du projet au Burkina Faso en identifiant d'abord les instances nationales de dialogue et/ou de coordination de la filière (interprofession, cellule ad-hoc, etc.) puis les institutions (centres de recherche, bureaux d'étude, ONG, projets, etc.) et personnes susceptibles d'appuyer les dynamiques de concertation autour du partage de l'information (collecte de données, traitement, animation d'ateliers, etc.) ; une attention spéciale devait être donnée aux réflexions en cours sur les systèmes d'information au sein des interprofessions afin de renforcer les dynamiques en cours sans s'y substituer.
- Identifier les questions en débat actuellement au niveau de chaque filière et qui peuvent éventuellement faire l'objet d'une attention spécifique du système d'information au niveau national (exemple : gestion de la qualité, place des organisations professionnelles, organisation des fonctions critiques, etc.).
- Organiser un atelier participatif dans chaque pays pour valider les choix d'organisation de la composante au sein des systèmes d'information des interprofessions.
- Actualiser les éléments budgétaires.

Tab : Propositions de données à collecter comme base de discussion

FILIERE		QUESTIONS	DONNEES ET INDICATEURS		
Intrants	semences engrais NPK engrais urée phytosanitaire total intrants	Quelle disponibilité? Quel coût?	Structure Nb de variétés enregistrées prix vente semences certifiées au producteur prix vente NPK au producteur prix vente urée au producteur prix de vente phyto au producteur Nb d'importateurs d'intrants	Fonctionnement quantité de semences produites quantité NPK utilisée par les producteurs quantité urée utilisée par les producteurs quantité phyto utilisée par les producteurs coût total des intrants utilisés pour la production de coton graine	Résultat quantités de semences certifiées produites/besoins estimés prix de vente NPK au producteur/ prix mondial prix de vente urée au producteur/ prix mondial prix de vente phyto au producteur/ prix mondial coût total des intrants / valeur production coton graine
crédit		Quelle disponibilité? Quel coût?	Nb de bénéficiaires de crédit intrants Nb de bénéficiaires de crédit d'équipement Nb de bénéficiaires de crédit de consommation	taux crédit intrants cédés aux paysans taux de crédit fournisseur à l'acquisition/importation des intrants Total crédit intrants Total crédit équipement total crédit consommation	Total crédit / valeur de la production coton graine Total crédit intrant / coût total intrants Nb bénéficiaires de crédit intrant / nb de producteurs coton taux de recouvrement du crédit aux paysans
conseil		Quelle couverture,?	nb conseillers des sociétés cotonnières Nb de conseillers de la vulgarisation publique Nb de conseillers privés ou ONG	existence de formation sur l'emploi d'insecticides existence d'un conseil à l'exploitation familiale	Nb de ha coton/conseiller Nb de producteur/conseiller
recherche		quelle importante?	budget de la recherche cotonnière Nb de chercheurs travaillant sur le coton		budget recherche cotonnière / valeur de la production e
production		Quelles performances?	Nombre de producteurs coton type expl surface totale coton Surface coton biologique Surface coton commerce équitable Production totale coton graine part du coton dans la surface totale cultivée % surface avec fumure organique % surface avec lutte intégrée	Dose NPK à l'ha Dose urée à l'ha Nb de traitement insecticide à l'ha dose totale insecticide à l'ha coûts intrants/ha autres coûts / ha (hors main d'œuvre familiale)	rendement moyen de coton graine rendement de coton graine par type d'exploitation production cotonnière par type d'exploitation Valeur ajoutée dans la production de coton graine Valeur ajoutée dans la production de coton graine à l'ha
commercialisat primaire		Quelle performance?	Nombre de groupements coton Prix achat coton graine 1ère qualité au producteur	Différentiel de prix d'achat au producteur en fonction de la qualité Durée de l'évacuation du coton graine achetée coût t kilométrique pour évacuation coton graine	Prix d'achat du coton graine au producteur / prix indice A
égrenage		Quelle performance?	NB de sociétés d'égrenage Nb d'usines d'égrenage Capacité totale d'égrenage Nb HVI Production totale de fibre	Durée egrenage	Taux d'utilisation des capacités installées d'égrenage rendement égrenage moyen part de la production en référence au type de l'indice A
transformation	graine huile tourteau	Quelle importance?	Nb d'acheteurs de graine de coton Prix de vente des graines de coton par les sociétés Quantité de graines vendues Quantité huile produite Quantité tourteau produit		
commercialisat ion	export national	Quels performances?	Quantité fibre exportée Quantité fibre vendue dans le pays		